

Sophie Binet est secrétaire générale adjointe de l’UGICT-CGT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens).

Propos recueillis par Louise Gaxie.

Que représente pour vous le mot révolution ?

Une révolution, c’est un changement radical. Mais, reste à en déterminer le sens. Quand on voit aujourd’hui, ce que l’on peut appeler, la contre-révolution conservatrice à l’œuvre aux États-Unis avec la victoire de Donald Trump, ou encore en Europe de l’Est et en Turquie, cette question du sens prend toute son importance.

Aujourd’hui, nous avons besoin de révolutionner le travail et le sens du développement de notre société. Le modèle dans lequel nous sommes nous mène à des impasses environnementales, sociales, économiques et démocratiques. Je crois qu’il n’y a jamais eu autant de lucidité sur la réalité de ces impasses. Mais, le problème est qu’aujourd’hui cette lucidité s’accompagne d’un fort fatalisme, car ce qui prédomine c’est le TINA (« There is no alternative »). C’est pourquoi notre slogan est : « rien n’est écrit d’avance ». L’enjeu est de retrouver les leviers du pouvoir d’agir afin de maîtriser notre destin collectif.

Quelle(s) expérience(s) révolutionnaire(s) vous paraît (paraissent) particulièrement riche(s) d’enseignements ?

Il y en a beaucoup. Je pense d’abord à toute la série de Révolutions françaises ; la Révolution française ne se résumant pas aux années qui suivent 1789, mais traversera tout le XIX^e siècle. Dans cette série, la Révolution de 1848 et la Commune de Paris de 1871 sont particulièrement intéressantes, car elles ont su allier la question démocratique et la question sociale en plaçant notamment l’enjeu de l’égalité sociale au cœur des problématiques. Plus près de nous, les révolutions du monde arabe démontrent l’impact de l’élévation du niveau d’éducation et de la

circulation des informations via les réseaux sociaux sur les aspirations démocratiques. Mais il s’agit seulement du début du processus. En Tunisie, les acquis démocratiques de la révolution doivent être consolidés avec des réformes sociales. Dans les autres pays, la répression et la guerre ont permis de mater dans le sang les aspirations aux libertés, mais ceci ne tiendra qu’un temps. Quant aux révolutions latino-américaines, elles sont également riches d’enseignements, car elles ont mis sur le devant de la scène les enjeux d’émancipation de la domination coloniale.

De son côté, la Révolution russe a été un séisme. Ce centenaire permet de montrer et de se redire que rien n’est écrit d’avance. Le Tsar avait un pouvoir absolu. Personne ne pouvait s’imaginer qu’il pourrait être renversé ainsi. C’est généralement le cas des grands événements historiques : si *a posteriori*, on peut mettre en évidence des signes précurseurs, au moment où ils se produisent, personne ne les avait prévus. L’histoire nous fait donc du bien. Elle apporte des arguments contre le fatalisme.

Après, bien sûr, tous ces modèles doivent être refondés. Ce n’est pas pour rien que nous sommes aujourd’hui dans l’ère du TINA. L’effondrement du modèle soviétique comme les critiques qui ont pu lui être adressées font qu’il n’y a plus de contre-modèle dans le monde. Je suis un peu jalouse de nos aînés qui pouvaient avoir des exemples étrangers comme référence contemporaine. Que reste-t-il comme référence de nos jours ? Aujourd’hui, encore davantage qu’il y a un siècle, les pays sont interdépendants. Les multinationales, les banques et les fonds d’investissement dirigent le monde et sont prêts à étouffer toute velléité de changement. C’est ce qu’il s’est passé en Grèce et c’est ce qui rend difficile la possibilité de faire vivre économiquement un contre modèle.

Je rêve qu’un pays puisse servir de laboratoire à la gauche environnementale, sociale et démocratique construisant une alternative concrète. Pour cela, il nous faut trouver de nouveaux moyens de solidarité internationale pour que le soutien de la multitude permette de contourner

l'asphyxie organisée par la finance. L'arrivée au pouvoir de la gauche au Portugal comme la progression de la gauche de transformation sociale en Grande-Bretagne, aux États-Unis ou en Espagne nous ouvrent de nouvelles perspectives.

Le concept de révolution est-il toujours actuel selon vous ?

Plus que jamais ! Les inégalités entre le capital et le travail atteignent le niveau record d'il y a 100 ans, avant que les luttes sociales ne permettent de gagner des droits et de développer les États sociaux. On voit bien que le système dans lequel on est nous mène à des impasses sociales, environnementales, économiques, démocratiques que nous avons déjà mentionnées.

L'utopie d'un progrès continu, lancée au XVIII^e par les Lumières, est cassée. Capté par la finance et les 1 % les plus riches, le progrès technologique ne se traduit plus que très partiellement par du progrès social, encore moins environnemental. Il y a besoin de changer profondément la donne.

Comment pourrait-on révolutionner la société aujourd'hui ?

On peut relever deux enjeux fondamentaux et un levier.

La question démocratique d'abord. Cette question doit être première pour tirer les leçons des impasses des contre-modèles passés, mais aussi, car nous vivons aujourd'hui un verrouillage démocratique généralisé. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les démocraties occidentales n'ont jamais été aussi fragilisées. La démocratie au travail et la possibilité de maîtriser le sens et le contenu de son travail reculent au quotidien. Dans certains endroits, elle est même inexistante, la seule alternative étant de se soumettre ou de se démettre. Par ailleurs, les gouvernements sont toujours plus sous la pression des lobbyings et des multinationales.

Nous sommes à un stade d'épuisement des formes démocratiques traditionnelles limitées au droit de mettre un bulletin dans une urne une fois tous les 5 ans. Il nous faut inventer une

démocratie d’intervention, et la lier à la nécessité de l’émancipation. La perspective révolutionnaire ne peut plus se penser à l’aune de l’homme blanc, mais doit avoir pour ambition l’émancipation des femmes et des minorités dominées. Quand on analyse le bouleversement auquel conduit la libération de la parole des femmes suite au scandale Weinstein, on mesure à quel point revendiquer une société égalitaire est subversif et remet en cause l’ordre établi.

La question démocratique doit donc être centrale, car il s’agit d’une aspiration particulièrement forte de notre époque. Elle implique la diversité, la pluralité et le débat.

Le second enjeu, c’est la question environnementale. Cette question est primordiale. Dans le contexte actuel, si l’on n’y apporte pas de véritables réponses, c’est l’avenir de la planète et celui de l’humanité qui sont en jeu. Cette question est également un moyen de démontrer les impasses du capitalisme et la nécessité de changer ce système. Marx, en théorisant ces impasses et les crises, avait déjà souligné en son temps qu’au regard des ressources environnementales, le productivisme et l’expansion continue ne sont pas viables.

À partir de la question démocratique, de la question environnementale et bien sûr de la question sociale, il est nécessaire de construire un nouveau projet de société. Toute alternative implique de tenir, ensemble, ces trois questions. Elle implique également de réfléchir à ce que pourrait être une Internationale du XXI^e siècle. Ce qu’il s’est passé au moment de la Cop 21 pose des bases intéressantes pour la construction d’un nouvel internationalisme liant environnement, social, démocratie, justice climatique.

Le levier de transformation nous est offert par la « révolution » numérique. Captée par le capital, elle se traduira par une nouvelle financiarisation du capitalisme et par une uberisation de la société. Mise au service du progrès humain, elle constitue un point d’appui déterminant pour transformer la société et construire des alternatives concrètes. Le numérique permet de

reprendre le pouvoir par en bas. Grâce aux réseaux sociaux, nous pouvons être notre propre média et nous organiser directement. Nous pouvons sortir de la valeur propriétaire et faire primer la valeur d’usage. Nous pouvons contourner les banques avec les systèmes de financements participatifs et les monnaies alternatives. Nous pouvons aussi supprimer les intermédiaires entre le producteur et le consommateur et relocaliser la production. Pour cela, il faut que l’ensemble du monde du travail s’empare de cette réflexion. Il faut également protéger l’innovation et la recherche de la finance. En effet, pour sous-traiter le risque, les grandes entreprises externalisent ces secteurs dans les start-up. Ce n’est qu’une fois que les projets apparaissent viables, qu’elles les rachètent et modifient ses finalités environnementales et sociales.

Un temps désorienté, le capital a maintenant identifié les leviers lui permettant d’utiliser le numérique pour franchir un cap dans la concentration des richesses. Ne le laissons surtout pas seul construire le monde de demain.

Quelle est la question non posée à laquelle vous auriez aimé répondre ?

Il est fondamental de penser des alternatives. Mais, avec l’existence de ce fatalisme généralisé, comment réussir à donner confiance sur les moyens et sur la possibilité de les concrétiser ? C’est là-dessus qu’il faut travailler. Le moyen de se donner confiance est de partir du quotidien et des luttes concrètes et directes. Ce quotidien et ces luttes démontrent que l’action collective permet de faire dériver ce que l’on voudrait nous imposer comme étant inéluctable. Ils témoignent aussi de la multitude d’alternatives fonctionnant déjà dans le réel. Il faut travailler des leviers concrets qui permettent de montrer la possibilité effective de faire autrement.